

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 168
N° 48 - Numera Hau**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 14
no Juin 2019

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 42 52 61

NUMERO COMPLEMENTAIRE
au JOPF n° 48 du 14 Juin 2019

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES DE L'ETAT

Arrêté n° 2-2019 DFIP-PF du 3 juin 2019 portant modification de mandataires et délégation de signatures à la direction
des finances publiques en Polynésie française.

Pages

10392

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES DE L'ETAT

ARRETE n° 2-2019 DFIP-PF du 3 juin 2019 portant modification de mandataires et délégation de signatures à la direction des finances publiques en Polynésie française.

L'administrateur général des finances publiques en Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'instruction du 16 août 1966 modifiée sur l'organisation du service des comptes publics (paragraphe V) ;

Vu le décret du 2 mai 2019 nommant M. Daniel Casabianca en qualité de directeur des finances publiques en Polynésie française ;

Vu le décret du 27 mars 2012 portant intégration, nomination, promotion, mutation et affectation d'administrateurs généraux des finances publiques ;

Vu l'arrêté du 9 mai 2018 chargeant M. Dominique Grosjean, administrateur des finances publiques, de l'intérim de la direction des finances publiques en Polynésie française ;

Vu les arrêtés n° 3-2018 DFIP-PF du 4 juillet 2018 et n° 4-2018 DFIP-PF du 16 août 2018 ;

Sur proposition de l'administrateur des finances publiques, fondé de pouvoir,

Arrête :

Article 1er. — Délégations générales

M. Dominique Grosjean, administrateur des finances publiques, fondé de pouvoir, reçoit procuration générale avec mandat de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions, de signer seul ou concurremment avec moi tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y rattachent.

Mmes Marie-Claire Chanard, inspectrice principale des finances publiques, responsable du pôle Audit - contrôle de gestion, Catherine Caillou, inspectrice divisionnaire des finances publiques de classe normale, responsable de la division Gestion publique et Sylvie Rauger, inspectrice divisionnaire des finances publiques, de classe normale, responsable de la division Dépense - domaine, reçoivent les mêmes pouvoirs sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de ma part ou de celle de M. Grosjean, sans que le non-empêchement soit opposable aux tiers.

Art. 2. — Délégations spéciales

1 - En ce qui concerne le pôle audit - contrôle de gestion

Procuration spéciale est donnée à M. Fabrice Hélias, inspecteur des finances publiques, assistant au pôle audit - contrôle de gestion, pour signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les procès-verbaux de remises de service ;
- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du pôle.

2 - En ce qui concerne la cellule Qualité comptable

Procuration spéciale est donnée à Mme Marie-Claire Chanard, inspectrice principale des finances publiques, responsable de la cellule Qualité comptable, pour signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les demandes de renseignements ;
- les notes d'observations ;
- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes de la cellule.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Chanard, Mme Bernadette Rispal, contrôlease principale des finances publiques, reçoit les mêmes pouvoirs que Mme Chanard sans que la condition d'absence ou d'empêchement soit opposable aux tiers.

3 - En ce qui concerne la cellule Communication

Procuration spéciale est donnée à Mme Rarahu Gooding, agent administratif principal des finances publiques, chargée de la communication, pour signer à l'exclusion de tout autre document :

- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service.

4 - En ce qui concerne le service Comptabilité

Procuration spéciale est donnée à Mme Johanna Volle, inspectrice des finances publiques, responsable du service Comptabilité, pour signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les bordereaux de remises de chèques et effets, ou de virements ;
- les récépissés de déclarations de recettes ou de dépôts de valeurs ;
- les avis de visa, endos et acquits de tous chèques ou effets divers ;
- les autorisations et ordres de paiement ;
- les extraits d'opposition et certificats de non-opposition ;
- les bordereaux de remises de virements magnétiques ;
- les visas des journaux à souches ;
- les demandes de renseignements ;
- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Volle, Mme Sheila Teahoro-Haro, contrôlease des finances publiques, reçoit les mêmes pouvoirs que Mme Volle sans que la condition d'absence ou d'empêchement soit opposable aux tiers.

5 - En ce qui concerne le service Dépôts et services financiers

Procuration spéciale est donnée à Mme Martine Duhau-Lombard, inspectrice des finances publiques, responsable du service Dépôts et services financiers, pour signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les bordereaux de remises de chèques et effets, ou de virements ;
- les déclarations de recettes et de consignations ;
- les récépissés de déclarations de recettes ou de dépôts de valeurs ;
- les rejets de chèques ;
- les avis de visa, endos et acquits de tous chèques ou effets divers ;
- les autorisations et ordres de paiement ;
- les extraits d'opposition et certificats de non-opposition ;
- tous documents relatifs aux opérations de souscription ou de bourse ;
- les demandes de renseignements ;
- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Duhau-Lombard, M. Bruno Perez et Mme Christine Kong Yek Phan, respectivement contrôleur principal et contrôlease des finances publiques, adjoints au responsable du service Dépôts et services financiers, reçoivent les mêmes pouvoirs que Mme Duhau-Lombard sans que la condition d'absence ou d'empêchement soit opposable aux tiers.

6 - En ce qui concerne le service Recouvrement amendes

Procuration spéciale est donnée à M. Christophe Blin, inspecteur des finances publiques, responsable du service Recouvrement, pour signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les délais de paiement inférieurs ou égaux à 12 (douze) mois ;
- les commandements et les saisies ;
- les demandes de renseignements ;
- les déclarations de recettes ;
- les lettres de rappel ;
- les actes remis par voie d'huissier ;
- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Blin, Mme Yolande Nauta, contrôlease des finances publiques, reçoit les mêmes pouvoirs que M. Blin sans que la condition d'absence ou d'empêchement soit opposable aux tiers.

7 - En ce qui concerne le service Pôle recouvrement contentieux et produits divers

Procuration spéciale est donnée à M. Stéphane Pouillart, inspecteur des finances publiques, responsable du service Pôle recouvrement contentieux et produits divers, pour signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les délais de paiement inférieurs à 12 (douze) mois ;
- les commandements et les saisies ;
- les demandes de renseignements ;
- les déclarations de recettes ;
- les lettres de rappel ;
- les actes remis par voie d'huissier ;
- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pouillart, Mmes Thilda Sandford et Laurence Fleurot, contrôleuses des finances publiques, reçoivent les mêmes pouvoirs que M. Pouillart sans que la condition d'absence ou d'empêchement soit opposable aux tiers.

Procuration spéciale est donnée à MM. Jean Degage et Victor Teharuru, contrôleurs des finances publiques, pour signer les demandes de renseignements.

8 - En ce qui concerne le service Secteur public local

Procuration spéciale est donnée à Mme Sylvie Mingot, inspectrice des finances publiques, responsable du service Secteur public local, pour signer, à l'exclusion de tout autre document, les bordereaux d'envoi et accusés de réception.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Mingot, Mme Aurélie Audebert-Bourdier, contrôleuse principale des finances publiques, reçoit les mêmes pouvoirs que Mme Mingot sans que la condition d'absence ou d'empêchement soit opposable aux tiers.

9 - En ce qui concerne le service Contrôle budgétaire

Procuration spéciale est donnée à M. Cyrille Heimann, inspecteur des finances publiques, responsable du service Contrôle budgétaire, pour signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les demandes de renseignements ;
- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service ;
- les avis et visas des engagements juridiques.

10 - En ce qui concerne le service Dépense

Procuration spéciale est donnée à M. Irwin Lagarde, inspecteur des finances publiques, responsable du service Dépense, pour signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les demandes de renseignements ;
- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;

- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service ;
- les rejets à la demande de l'ordonnateur ;
- les bordereaux de crédits sans emploi ;
- les bordereaux de remise de virements magnétiques ;
- les ordres de paiement.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lagarde, M. Alain Clary-Werra et Mme Ivannah Kwon, contrôleurs principaux des finances publiques, et Mme Bettina Lai Koun Sing, contrôleuse des finances publiques, reçoivent les mêmes pouvoirs que M. Lagarde, sans que la condition d'absence ou d'empêchement soit opposable aux tiers.

II - En ce qui concerne le service Pensions

Procuration spéciale est donnée à Mme Anne-Sophie Locquegnies-Goupil, inspectrice des finances publiques, responsable du service Pensions, pour signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les certificats et attestations ;
- les bordereaux de remises de virements magnétiques ;
- les ordres de paiement en matière de dépenses sans ordonnancement ;
- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Locquegnies-Goupil, Mme Maud Pomare, contrôleuse principale des finances publiques, reçoit les mêmes pouvoirs que Mme Locquegnies-Goupil sans que la condition d'absence ou d'empêchement soit opposable aux tiers.

12 - En ce qui concerne le service local du Domaine

Procuration spéciale est donnée à Mme Tania Tumahai, contrôleuse des finances publiques, responsable du service local du Domaine, pour signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les certificats et attestations ;
- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service.

13 - En ce qui concerne le pôle Evaluations - commissariat aux ventes

Procuration spéciale est donnée à Mme Françoise Champigny, inspectrice des finances publiques, évaluatrice et commissaire aux ventes domaniales, pour signer à l'exclusion de tout autre document :

- les certificats et attestations ;
- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du commissariat aux ventes.

14 - En ce qui concerne le service Ressources humaines et formation professionnelle

Procuration spéciale est donnée à M. Philippe Mureau, inspecteur des finances publiques, responsable du service Ressources humaines et formation professionnelle, pour signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les certificats et attestations ;
- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Mureau, M. Benoît Godart, inspecteur divisionnaire des finances publiques de classe normale, responsable de la division Ressources, reçoit les mêmes pouvoirs que M. Mureau, sans que la condition d'absence ou d'empêchement soit opposable aux tiers.

15 - En ce qui concerne le service Budget - logistique

Procuration spéciale est donnée à M. Christian Ho Van, inspecteur des finances publiques, responsable du service Budget - logistique, pour signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les bons de commande et les fiches d'intervention ;
- les certificats et attestations ;
- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service ;
- en sa qualité de responsable d'inventaire, les tableaux de synthèse de contrôle et les déclarations de conformité ;
- en sa qualité de responsable de rattachement des charges et des produits à l'exercice à la direction des finances publiques en Polynésie française, les déclarations de conformité.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ho Van, M. Benoît Godart, inspecteur divisionnaire des finances publiques de classe normale, responsable de la division Ressources, reçoit les mêmes pouvoirs que M. Ho Van, sans que la condition d'absence ou d'empêchement soit opposable aux tiers.

16 - En ce qui concerne le service Informatique

Procuration spéciale est donnée à M. Nicolas Frayssines, inspecteur des finances publiques, responsable du service Informatique, pour signer à l'exclusion de tout autre document :

- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les devis, bons de commande ou factures *proforma*.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Frayssines, M. Benoît Godart, inspecteur divisionnaire des finances publiques de classe normale, responsable de la division Ressources, reçoit les mêmes pouvoirs que M. Frayssines, sans que la condition d'absence ou d'empêchement soit opposable aux tiers.

17 - En ce qui concerne la cellule Etudes économiques et financières

Procuration spéciale est donnée à Mme Catherine Silvestre, inspectrice des finances publiques, chargée de mission, pour signer à l'exclusion de tout autre document :

- les actes remis par voie d'huissier ;
- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Silvestre, M. Benoît Godart, inspecteur divisionnaire des finances publiques de classe normale, responsable de la division Ressources, reçoit les mêmes pouvoirs que Mme Silvestre, sans que la condition d'absence ou d'empêchement soit opposable aux tiers.

Art. 3. — *Procédures collectives*

Procuration spéciale est donnée à MM. Christophe Blin et Stéphane Poullart, inspecteurs des finances publiques, respectivement responsables du service Recouvrement amendes et du service Pôle recouvrement contentieux et produits divers, pour signer les bordereaux de créances et tout document lié à une procédure collective.

Art. 4. — Les arrêtés n° 3-2018 DFIP-PF du 4 juillet 2018 et n° 4-2018 DFIP-PF du 16 août 2018 sont abrogés.

Art. 5. — L'administrateur des finances publiques, fondé de pouvoir, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juin 2019.

*Le directeur des finances publiques
en Polynésie française,
Daniel CASABLANCA.*


SIO

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

Calendrier de réception des annonces pour publication
au *Journal officiel* de la Polynésie française pour l'année 2019

Date du JOPF	Date limite de réception des dossiers
MARDI	JEUDI à 11 h de la semaine précédente
VENDREDI	MARDI à 11 h de la semaine en cours

SAUF pour les numéros suivants :

Publication au JOPF		DATE LIMITE de réception des dossiers ⁽¹⁾	Fêtes légales 2019
N°	Date		
1	Mardi 1 ^{er} janvier 2019	Mercredi 26 décembre 2018 à 11 h	Mardi 1 ^{er} janvier (Jour de l'an)
19	Mardi 5 mars 2019	Mercredi 27 février 2019 à 11 h	Mardi 5 mars (Arrivée de l'Evangile)
32	Vendredi 19 avril 2019	Lundi 15 avril 2019 à 11 h	Vendredi 19 avril (Vendredi saint)
33	Mardi 23 avril 2019	Mercredi 17 avril 2019 à 11 h	Lundi 22 avril (Lundi de Pâques)
36	Vendredi 3 mai 2019	Lundi 29 avril 2019 à 11 h	Mercredi 1 ^{er} mai (Fête du travail)
38	Vendredi 10 mai 2019	Lundi 6 mai 2019 à 11h	Mercredi 8 mai (Victoire 1945)
44	Vendredi 31 mai 2019	Lundi 27 mai 2019 à 11 h	Jeudi 30 mai (Ascension)
45	Mardi 4 juin 2019	Mercredi 29 mai 2019 à 11h	Jeudi 30 mai (Ascension)
47	Mardi 11 juin 2019	Mercredi 5 juin 2019 à 11 h	Lundi 10 juin (Lundi de Pentecôte)
66	Vendredi 16 août 2019	Lundi 12 août 2019 à 11 h	Jeudi 15 août (Assomption)
67	Mardi 20 août 2019	Mercredi 14 août 2019 à 11 h	Jeudi 15 août (Assomption)
88	Vendredi 1 ^{er} novembre 2019	Lundi 28 octobre 2019 à 11 h	Vendredi 1 ^{er} novembre (Toussaint)
91	Mardi 12 novembre 2019	Mercredi 6 novembre 2019 à 11 h	Lundi 11 novembre (Armistice 1918)
104	Vendredi 27 décembre 2019	Lundi 23 décembre 2019 à 11 h	Mercredi 25 décembre (Noël)
1	Vendredi 3 janvier 2020	Lundi 30 décembre 2019 à 11 h	Mercredi 1 ^{er} janvier (Jour de l'an)

⁽¹⁾ Délais susceptibles d'être modifiés en cours d'année.



SIO

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

AVIS AUX USAGERS

Tarification applicable aux annonces judiciaires et légales

Le Gouvernement a pris 2 arrêtés relatifs à la tarification des annonces judiciaires et légales.

Cette modification tarifaire concerne notamment les annonces judiciaires et légales relatives à la vie des entreprises et aux avis de marchés publics, publiées dans les journaux autorisés, actuellement le *Journal officiel de la Polynésie française* et *La Dépêche de Tahiti*.

Ainsi, le tarif général appliqué par le Service de l'imprimerie officielle n'avait fait l'objet d'aucune modification depuis 8 ans, et ce malgré la hausse du prix de ses matières premières (papier, encre).

Les annonces judiciaires et légales publiées exclusivement au *Journal officiel de la Polynésie française*, en application d'un texte législatif ou réglementaire, ne sont toutefois pas concernées par ces modifications et leur tarification reste donc inchangée.

Afin de soutenir le monde associatif, le Conseil des ministres a, par ailleurs, prévu la gratuité pour les associations, en ce qui concerne les déclarations obligatoires (la date de la déclaration, le titre, l'objet et le siège social de l'association).

Les différents points de cette réforme entreront en vigueur à compter du **1er février 2019** :

- Le prix de la ligne de référence sera donc de **355 Fcfp HT** au lieu de 275 Fcfp HT pour la première insertion et de **210 Fcfp HT** au lieu de 165 Fcfp HT pour la même annonce renouvelée ;
- Des règles typographiques seront mises en place afin de mettre fin à toute variation de prix.

Le Service de l'imprimerie officielle

FA'AARARA'A

Tārifara'a nō te mau piara'a ture e mana

Ua rave te Fa'aterera'a Hau e 2 fa'aotira'a nō te tārifara'a nō te mau piara'a ture e mana.

Teie tauira'a tārifā, nā te mau piara'a ture e mana ia a te orara'a o te mau taiete e te mau fa'aarara'a mātete a te Hau, e piahia i roto i te mau ve'a i fa'ati'ahia, i teie mahana, o te *Ve'a a te Hau* nō Pōrīnetia farāni e « *La Dépêche de Tahiti* ».

E, aita a'e te tārifā i fa'a'ohipahia e te Piha tōro'a nene'ira'a ve'a a te Hau fenua i tauhiahia a 8 matahiti i te maoro, noa atu te mara'ara'a moni a tā na mau mātēria tumu (pāpie, 'inita).

Aita rā teie tauira'a tārifā e fa'a'ohipahia nā te mau piara'a ture e mana nene'i-noa-hia i roto i te *Ve'a a te Hau* nō Pōrīnetia farāni, ia au i te hō'ē parau ture e aore rā fa'aturera'a, aita ia tā rātou tārifara'a e tau.

Nō te turu i te mau tā'atira'a, ua fa'aoti te 'āpo'ora'a fa'ate-rehau ia fa'atāmoni 'ore i te mau fa'a'itara'a fa'ahēpohia (te tai'o mahana o te ha'amaura'a, te tumu parau, te fā e te vāhi o te tā'atira'a).

E fa'a'ohipahia teie mau tauira'a mai te **mahana mātāmua nō fepuare 2019** :

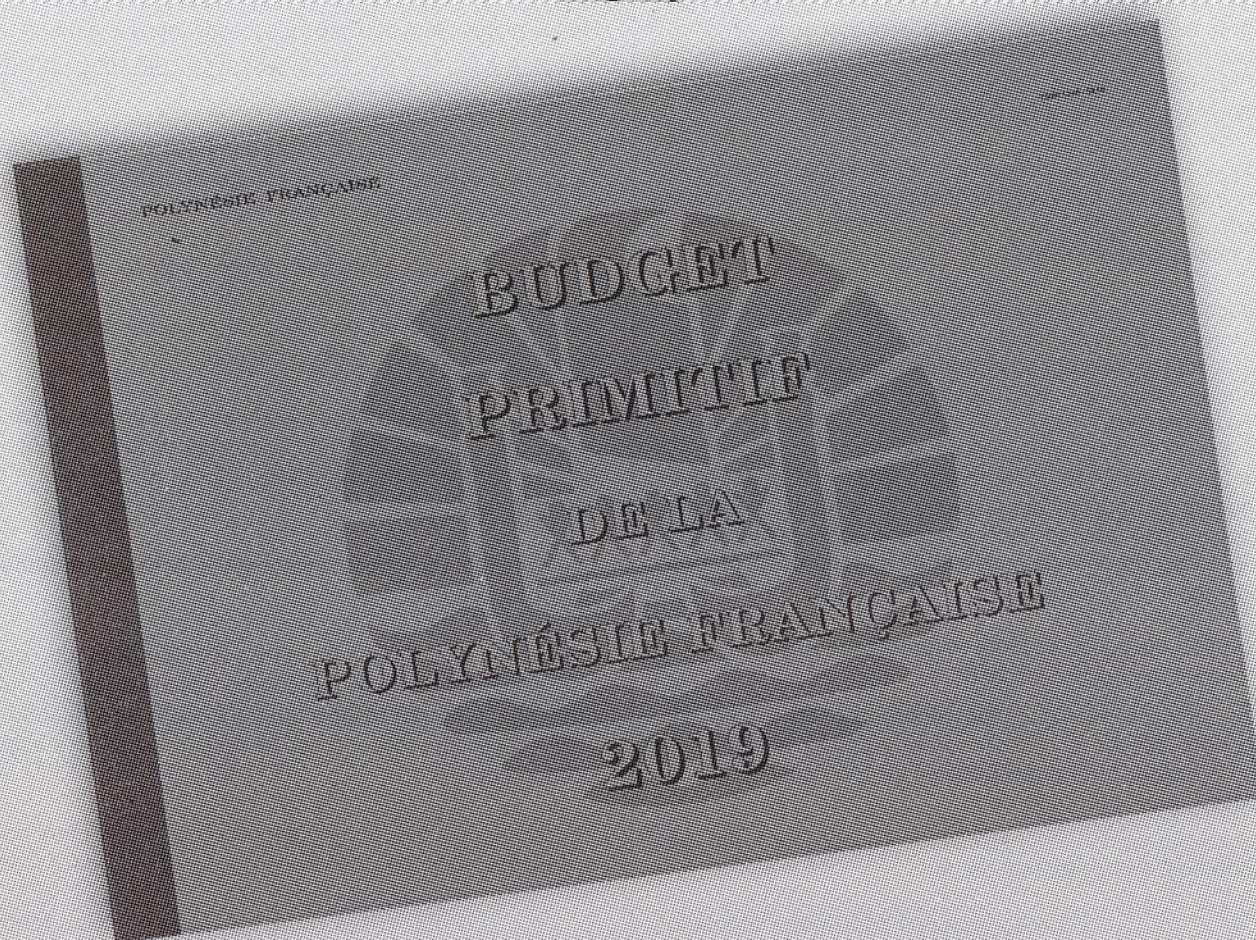
- Te moni a te rēni papa tei te fāito e **355 farāne** tute-'ore-hia, 'e'ere fa'ahou e 275 farāne tute-'ore-hia nō te fa'aōra'a mātāmua e, e **210 farāne** tute-'ore-hia, 'e'ere fa'ahou e 165 farāne tute-'ore-hia nō te hō'ē ā piara'a fa'a'āpi-fa'ahou-hia.
- E ha'amauhia te mau ture pāpa'ira'a ia 'ore te moni ho'o ia tau noa.

Piha tōro'a Nene'ira'a ve'a a te Hau fenua

**SIO**

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

Le livre
BUDGET PRIMITIF
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE
2019



est disponible à la vente au tarif de :

1 607 F CFP TTC